

## Procédure n°2025-014

# Reconstruction d'un bâtiment d'activités enfants et adolescents à Villeneuve sur Lot pour le compte du CHD La Candélie

Marche Public pour des prestations intellectuelles  
Lot 1 – Bureau de contrôle (CT)

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

## TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1	- OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ .....	4
1.2	CONTEXTE DE L'OPERATION .....	4
1.2.1	DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	4
1.2.2	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2.3	MAITRE D'OUVRAGE .....	4
1.2.4	MAITRISE D'ŒUVRE .....	4
1.2.5	ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION .....	4
1.2.6	CSPS.....	4
1.2.7	ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE .....	5
1.2.8	MODE D'ATTRIBUTION DES TRAVAUX .....	5
1.3	LOCALISATION .....	5
1.4	OBJET .....	6
CHAPITRE 2	- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	6
CHAPITRE 3	- DETAILS DES ELEMENTS DE MISSIONS .....	6
3.1	MISSION DE BASE .....	7
3.2	MISSIONS COMPLEMENTAIRES.....	7
CHAPITRE 4	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION .....	10
4.1	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	10
4.2	DELAIS D'EXECUTION .....	10
CHAPITRE 5	- CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION .....	10
CHAPITRE 6	GARANTIES FINANCIERES.....	11
CHAPITRE 7	PRIX.....	11
7.1	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES .....	11
7.2	VARIATIONS DANS LES PRIX .....	11
7.3	CLAUDE DE REEXAMEN .....	11
CHAPITRE 8	AVANCE .....	12
CHAPITRE 9	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	12
9.1	ACOMPTES ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS .....	12
9.2	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	12
9.3	DELAIS DE PAIEMENT .....	13
CHAPITRE 10	- PENALITES.....	13
CHAPITRE 11	- VERIFICATION ET RECEPTION .....	14
11.1	MODALITES D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS .....	14
11.2	CONDITIONS DE VERIFICATION ET DE RECEPTION DES ELEMENTS DE MISSION .....	14
11.2.1	RECEPTION .....	14
11.2.2	AJOURNEMENT .....	14

11.2.3	REFACTION.....	14
11.2.4	REJET .....	15
11.2.5	ACHEVEMENT DE LA PRESTATION .....	15
11.3	ACHEVEMENT DE LA PRESTATION .....	15
CHAPITRE 12	- DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	15
CHAPITRE 13	- RESILIATION DU MARCHE.....	16
13.1	RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE .....	17
13.2	DIFFICULTE D'EXECUTION DU MARCHE .....	17
13.3	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	17
13.4	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE .....	17
CHAPITRE 14	- ASSURANCES .....	18
CHAPITRE 15	- REGLEMENT DES LITIGES.....	18
CHAPITRE 16	DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES.....	18

## CHAPITRE 1 - Objet de la consultation – Dispositions générales

### 1.1 OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent marché concernent la réalisation d'une mission de contrôle technique (Lot 1) dans le cadre de la reconstruction d'un bâtiment d'activités enfants et adolescents à Villeneuve sur Lot.

Lieu d'exécution :

25 bis rue du Port de Gajac  
47 300 VILLENEUVE SUR LOT

Il s'agit d'un ERP de type W, 5<sup>ème</sup> catégorie.

L'enveloppe financière prévisionnelle des travaux est estimée à environ 2 500 000 €.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

Signature Marché Moe : Juin 2025

Conception Moe : De Juillet 2025 à Août 2026

Consultation des entreprises : Septembre 2026 à Décembre 2026

Travaux : 18 mois y compris période de préparation, OPR et réception, de janvier 2027 à Juillet 2028.

Mise en service du bâtiment : Septembre 2028.

### 1.2 CONTEXTE DE L'OPERATION

#### 1.2.1 Décomposition en tranches

L'opération n'est pas décomposée en tranche.

#### 1.2.2 Pouvoir adjudicateur

GHT Lot et Garonne  
Direction des achats  
Centre hospitalier Agen-Nérac  
Route de Villeneuve  
47 923 AGEN CEDEX 9

#### 1.2.3 Maître d'ouvrage

Centre Hospitalier Départemental La Candélie  
Route de la Candélie  
47480 Pont-du-Casse

#### 1.2.4 Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre ainsi que ses missions seront précisées ultérieurement aux titulaires des lots.

#### 1.2.5 Ordonnancement, Pilotage et coordination


L'OPC est en cours de sélection.

#### 1.2.6 CSPS

Le maître de l'ouvrage sera assisté d'un CSPS agréé dont le nom et les missions seront communiqués ultérieurement au contrôleur.

### 1.2.7 Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - définie à l'article 6 de la loi M.O.P du 12 Juillet 1985, modifiée par l'article 4 de l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004, sera assurée par :

	<b>AMO : KAPEA</b> 60 avenue Gaston Cabannes 33270 FLOIRAC	Etienne BORIES <a href="mailto:etienne.bories@kapea-ammo.fr">etienne.bories@kapea-ammo.fr</a>
---	--	--

### 1.2.8 Mode d'attribution des travaux

A titre indicatif, la dévolution des travaux est prévue par un marché en lots séparés.

## 1.3 LOCALISATION

Les stipulations du présent Règlement de la Consultation (R.C.) et Cahier des clauses particulières (CCP) concernent un marché de diagnostic PEMD dans le cadre de la reconstruction d'un bâtiment d'activités enfants et adolescents à Villeneuve sur Lot.

Le site se situe en centre-ville. Il comprend aujourd'hui :

- un bâtiment en pierres de deux niveaux,
- d'un bâtiment en RDC avec quelques annexes indépendants
- d'une maison de style habitation de 2 niveaux

La commune de Villeneuve-sur-Lot présente une centre historique classé « site patrimonial remarquable ». Le site se situe dans le périmètre des sites patrimoniaux historiques et à proximité de l'hôpital de Saint-Cyr classé « monument historique ».

L'activité du site de l'Araucaria comprend le CMP et l'HDJ-CATTP.

L'HDJ - CATTP concerne la prise en charge des enfants en journée ou sur plusieurs demi-journées avec des soins polyvalents qui combinent un suivi individuel, un accueil institutionnel et des ateliers thérapeutiques en groupe.

Au sein du CMP sont pratiqués des entretiens avec psychiatres, infirmiers, psychologues ou diététiciens, des activités de groupe, des séances d'éducation thérapeutique du patient et des accompagnements.

Les locaux actuels sont inadaptés au regard d'accessibilité et de sécurité incendie et ne sont pas suffisants pour un accueil adapté des personnes.

Le projet étudié consiste à reloger les activités sur un nouveau site. Le site identifié s'implantera sur des parcelles contiguës, en cours d'acquisition auprès de divers propriétaires, ainsi que sur une partie du site de l'ancien Hôpital Saint-Cyr.

La parcelle comprend un bâtiment identifié comme édifice intéressant à valeur patrimonial qui devra impérativement être réhabilité dans le cadre de la présente opération.

Les autres bâtiments existants sur le site pourront être démolis mais des gabarits et des alignements seront à maintenir. Les édifices d'intérêt patrimonial figurant sur le plan de L'AVAP doivent être préservés, sauf en cas particulier de sinistre, et sinon reconstruit à l'identique. Les surélévations et agrandissements ne dénaturant pas la composition architecturale peuvent être accordés.

Pour les édifices courant à valeur d'ensemble, les règles imposent leur reconstruction pour préserver la forme urbaine. Il s'agit d'éviter les dents creuses.

Il est prévu la réhabilitation du bâtiment d'intérêt patrimonial. Les liaisons avec l'extension feront l'objet d'un traitement particulier permettant une mise en valeur du bâtiment conservé. Le bâtiment courant à valeur d'ensemble sera démolé mais l'extension devra reprendre son emprise au sol et son alignement sur rue



## 1.4 OBJET DE L'OPERATION

L'opération consiste en la réhabilitation d'un bâtiment à caractère patrimonial d'environ 150 m<sup>2</sup> SDO et la construction d'une extension d'environ 1 000 m<sup>2</sup> SDO sur un terrain offrant au total 3 071 m<sup>2</sup>.

L'opération intègre les aménagements extérieurs de la parcelle (parkings, cheminements, jardins, patios...).

## CHAPITRE 2 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### A) Pièces particulières :

- ≡ L'acte d'engagement (A.E.) valant annexe financière ;
- ≡ Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) valant marché ;
- ≡ Le mémoire méthodologique du titulaire, dans ses dispositions non contraires au présent contrat.

### B) Pièces générales

- ≡ NFP 03-100 de septembre 1995
- ≡ Norme NFP 03-001 du 20 octobre 2017
- ≡ Le CCTG Contrôleur Technique
- ≡ Conformément aux dispositions de l'article L. 111-23 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) et du cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de contrôle technique (CCTG Contrôleur Technique), approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de Contrôle technique.
- ≡ Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## CHAPITRE 3 - Détails des éléments de missions

Le Maître d'ouvrage considère que la bonne exécution des prestations dépend essentiellement du chef de projet désigné par le titulaire du marché. Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire du marché en avisera sans délai le Maître d'ouvrage.

Il prendra toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et proposera au Maître d'ouvrage un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communiquera le C.V. dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de l'avis de fin de mission de la personne précédente. Le Maître d'ouvrage a 10 jours pour agréer le nouveau Chef de Projet après rencontre sur site. Faute d'agrément, le titulaire a de nouveau 15 jours pour proposer un autre remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

Le BCT devra justifier de sa compétence pour l'exécution des prestations pour lesquelles il soumissionne, en joignant à sa demande d'agrément tous documents justificatifs utiles et nécessaires (attestation d'assurance en garantie décennale précisant très clairement les limites de leurs garanties, etc....).

Dans le cas où le titulaire du marché sous-traite en partie la mission qui lui est confiée, il doit au préalable demander l'agrément des sous-traitants au Maître d'Ouvrage.

Les missions confiées au contrôleur technique sont :

### 3.1 MISSION DE BASE

Code	Mission
L	Résistance, durabilité et conformité aux normes des ouvrages et des équipements indissociables (fondations, gros œuvre, structure du bâtiment, etc.)
LP	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement dissociables et indissociables.
SEI	Sécurité des personnes dans les constructions type ERP

### 3.2 MISSIONS COMPLEMENTAIRES

Code	Mission
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
PV	Réception, récolement, examen des PV des essais effectués sur les installations
Th	Isolation thermique et économies d'énergie y compris validation du bilan énergétique (décret n° 2007-363 du 19/03/2007) et rédaction de l'attestation de conformité RT/RE
Pha	Isolation acoustique dans les autres bâtiments
P1	Mission relative à la solidité des éléments d'équipement dissociables
F	Fonctionnement des installations de tous les lots techniques sont concernés (ascenseurs, traitement d'air, production d'énergie, de chaleur et de froid, SSI, ...)
VIEL	Vérification initiale des installations électriques
CONSUEL	Vérifications des installations électriques et photovoltaïques
Attestations	Att-Hand : Attestation finale d'accessibilité personnes handicapés loi du 11/02/2005, décret n° 2006-555 du 17/05/2006) Att-PS : Attestation parasismique Att-Th : Attestation de prise en compte de la réglementation thermique

Le contenu de chaque mission est celui prévu par l'annexe A du CCTG Contrôle Technique.

Les missions incluent les vérifications réglementaires de l'ensemble du ou des bâtiment(s), des extérieurs (par dérogation à l'article 4.2.7 de la norme NFP 03-100), des portes automatiques, portails, commandes et gestion d'accès et plus globalement de tout appareillage permettant l'exploitation directe ou indirecte de l'établissement.

Le contrôle technique s'exerce dans les conditions réglementaires, précisées comme suit :

Mission	Rendu	Délai
<b>Phases d'études / conception</b>		
Examen de la notice de sécurité établie par l'ingénierie, prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public	Rapport + vérification de la prise en compte des prescriptions	15 jours à compter de la remise du dossier
Examen du dossier A.P.S.	Rapport + vérification de la prise en compte des prescriptions	15 jours à compter de la remise du dossier
Examen du dossier A.P.D.	Rapport + vérification de la prise en compte des prescriptions	15 jours à compter de la remise du dossier
Examen du dossier Permis de Construire + participation, en tant que de besoin, aux réunions de présentation du dossier aux instances concernées.	Rapport + vérification de la prise en compte des prescriptions	10 jours calendaires à compter de la remise du dossier
Avis sur les dossiers de demande d'autorisation, ainsi que pour la production du rapport éventuellement exigé par la commission de sécurité	Avis et rapport	1 semaine à compter de la remise du dossier d'études
Avis sur les dossiers de demande d'autorisation, ainsi que pour la production du rapport éventuellement exigé par la commission de sécurité	Attestation prévue à l'article R.431-16 b) du code de l'urbanisme,	1 semaine à compter de la mise à disposition du dossier de demande d'autorisation par le concepteur réalisateur
Examen du dossier PRO en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique + mise à jour en phase DCE	Rapport + vérification de la prise en compte des prescriptions RICT	15 jours à compter de la remise du dossier
Avis sur dossier d'identité SSI en phase conception.	Rapport + vérification de la prise en compte des prescriptions	15 jours à compter de la remise du dossier
Examen du dossier marché de travaux incluant la remise à jour du RICT avant le démarrage des travaux.	Rapport + vérification de la prise en compte des prescriptions	15 jours à compter de la remise du dossier
Avis sur les nouvelles solutions retenues après consultation des entreprises	Préconisations et vérification de la prise en compte des prescriptions	4 jours à compter de la remise des solutions

Mission	Rendu	Délai
<b>Contrôle des documents d'EXE</b>		
Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle	Rapport + vérification de la prise en compte des prescriptions	10 jours à compter de la remise du dossier
Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle	Rapport + vérification de la prise en compte des prescriptions	10 jours à compter de la remise du dossier
Participation aux réunions de mises au point technique	Suivant convocations	



Mission	Rendu	Délai
<b>Contrôle de la réalisation des ouvrages</b>		
Analyse des travaux supplémentaires, modificatifs ou alternatifs en cours de travaux	Avis écrit	3 jours à compter de la demande
Examen des documents techniques formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs pour l'ensemble des ouvrages et équipements soumis au contrôle.	Rapport + vérification de la prise en compte des prescriptions	10 jours à compter de la remise du dossier
Examen visuel, à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et équipements soumis au contrôle.	CR de visite	2 jours après la visite
Participation à l'ensemble des réunions de maîtrise d'ouvrage mensuelle le même jour qu'une réunion de chantier	CR de visite	2 jours après la visite
Participation à 2 réunions de chantier mensuelle au minimum	CR de visite	2 jours après la visite
Visites spécifiques de contrôle des infrastructures et de la stabilité et solidité des avoisinants. (dès que nécessaire)	CR de visite	2 jours après la visite
En complément, une visite inopinée 1 semaine sur 2 (hors réunion de chantier) à minima avec établissement d'un rapport de visite.	CR de visite	2 jours après la visite
Visites exceptionnelles urgentes sur demande particulière de la MOE ou de la MOA	Déplacement sur site dans les 48h maximum et copte rendu de visite sous 24h après la visite.	Déplacement 48h et CR 24h

Mission	Rendu	Délai
<b>Vérifications préalables à la réception et au passage de la Commission Sécurité</b>		
Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux	RVRAT	30 jours à compter de la réception
Rapport final de contrôle technique	RFCT	30 jours à compter de la réception
Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées	ATT Hand	30 jours à compter de la réception
Avis sur les procès-verbaux d'essai des entreprises qui sont communiqués au contrôleur technique dans le cadre de la mission élémentaire PV.	Avis	10 jours après les essais
Avis sur dossier d'identité SSI établi par le maître d'œuvre.	Avis	10 jours après réception du dossier d'identité
Rapport électrique	VIEL	10 jours calendaires à compter de la communication au titulaire de la date de réception de l'ouvrage.
Assistance aux visites des commissions de sécurité. Présence impérative	/	/

Mission	Rendu	Délai
Vérifications préalables à la réception et au passage de la Commission Sécurité		
Rédaction des attestations de conformité réglementaire thermique pour DAACT	Attestation RT	30 jours à compter de la réception

Mission	Rendu	Délai
Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage.		
Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui ont fait l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage.	Rapport	5 jours après vérification
Visite sur convocation	CR	2 jours après vérification

## CHAPITRE 4 Durée et délais d'exécution

### 4.1 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

A titre indicatif, la durée prévisionnelle du marché est d'environ 42 mois :

- 12 mois pour les études du Moe et la consultation des entreprises
- 18 mois de travaux
- 12 mois de GPA

Un ordre de service précisera la date à laquelle le contrôleur technique commencera ses missions.

Par dérogation à l'article 13-1 du CCAG Prestations Intellectuelles, l'intervention du contrôleur technique débute à la date fixée par l'ordre de service et s'achève à la levée de la dernière réserve dans le cadre de la réception des travaux et au plus tard 3 mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

### 4.2 DELAIS D'EXECUTION

Les délais sont rappelés dans les tableaux ci-dessus.

## CHAPITRE 5 - Conditions d'exécution de la mission

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- ≡ si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au Maître d'ouvrage ;
- ≡ la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au Maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge ;
- ≡ les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- ≡ Le Maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour : informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;

- ≡ donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le Maître d'ouvrage.

## CHAPITRE 6 Garanties financières

Sans objet.

## CHAPITRE 7 Prix

### 7.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 7.2 VARIATIONS DANS LES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (In\ m-3 / Io\ m-3)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision,
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- In : valeur de l'index de référence au mois n,

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est **l'index ING Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010**.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

### 7.3 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article 139.1 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics le marché pourra être modifié dans le cas suivant :

- Évolution de la réglementation impactant les missions contractuelles du prestataire
- Prolongation de la mission du CT due à la liquidation judiciaire d'une entreprise quand cette prolongation est supérieure à 3 mois.

Dans le cas précité le contrôleur technique pourra prétendre au réexamen de sa rémunération en fournissant un devis détaillé au maître d'ouvrage. Après examen et validation de la demande par le maître d'ouvrage, un avenant contractualisera les modifications à apporter au marché. L'augmentation totale de la rémunération du contrôleur technique suite aux cas précités ne pourra excéder 50% du marché initial.

Après examen et validation de la demande par le Maître d'ouvrage, un avenant contractualisera les modifications à apporter au marché.

A la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuées dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. Dans ce cadre, il doit informer immédiatement le maître d'ouvrage, en lui transmettant les justificatifs nécessaires (RIB, Kbis ou équivalent, extrait de parution au Journal Officiel éventuel, PV de décision le cas échéant ...). La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné de justificatifs nécessaires, qui sera notifié au titulaire par ordre de service.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché. Toute autre modification non prévue dans le présent article devra faire l'objet d'un avenant.

## CHAPITRE 8 Avance

Sans objet, le montant du marché étant inférieur à 50 000 €.HT.

## CHAPITRE 9 Modalités de règlement des comptes

### 9.1 ACOMPTES ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au BCT fera l'objet d'acomptes en fonction des phases d'intervention définies à l'article 3 du présent document.

Pendant la période de réalisation, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois. Le montant de chaque acompte sera déterminé par le titulaire sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le contrôleur technique et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du Code de la Commande Publique.

Un règlement partiel définitif est un règlement non susceptible d'être remis en cause par les parties après son paiement, notamment lors de l'établissement du solde.

Ainsi, l'acompte correspond au montant des sommes dues au contrôleur technique pour l'intervalle compris entre deux demandes successives, révisé selon les conditions du contrat.

Pour le versement du solde, le BCT adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

### 9.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.2 du C.C.A.G.-P.I.

Le système de suivi et de transmission des situations envisagé pour l'ensemble des intervenants de cette opération, sera précisé par l'AMO.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique sur CHORUS

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 264 702 689 00011

- Adresse de facturation :

CHD LA CANDELIE

Direction des Ressources Matérielles

Service Achat

47916 AGEN CEDEX 09

- Comptable assignataire :

Monsieur Le Trésorier des Etablissements Hospitaliers

Cité administrative Lacuée Bâtiment B

Rue Renée Bonnat

47921 AGEN CEDEX 9

- Code Finess : 470000381

- Code CHORUS/service : E3

### 9.3 DELAI DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation

## CHAPITRE 10 - Pénalités

Les pénalités de retard ou d'absence sont encourues sur simple constatation, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités décrites ci-dessous sont indépendantes de tout préjudice réellement subi par le maître d'ouvrage et ne sont pas libératoires. L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues par ailleurs.

L'application d'une pénalité consécutive au non-respect d'un délai intermédiaire pourra avoir un caractère définitif, indépendamment du respect du délai global d'exécution du marché.

Sur décision de la maîtrise d'ouvrage, le produit du montant des pénalités citées ci-après vient en atténuation de la rémunération du titulaire défaillant. L'application peut se réaliser au choix du maître d'ouvrage par réfaction sur les situations suivant l'infraction ou par application finale sur le DGD.

Les pénalités appliquées par tranches (24h, jours etc...) sont applicables dans leur totalité dès le début d'une tranche.

En cas de retard dans la présentation des avis et documents, ou non présentation, ou ajournement, ou rejet des documents, le titulaire pourra subir sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à :

- ≡ 400 euros, pour le rapport initial, le rapport final de contrôle technique et le rapport de vérification initiale des installations électriques ;
- ≡ 250 euros, pour tous les autres avis et documents à la charge du titulaire.

Le titulaire pourra se voir appliquer d'autres pénalités ou réfections pour les motifs suivants :

- ≡ Absence non justifiée à une réunion à laquelle le titulaire a été invité ou une absence du BCT ou de son suppléant sur le chantier, durant une période supérieure à 15 jours calendaires : pénalité de 300 euros par absence ;
- ≡ Changement d'une personne physique (ou de son rôle), sauf justification qu'il s'agit d'un cas de démission du salarié ou d'un cas de force majeure : pénalité forfaitaire de 1 000 euros;
- ≡ Non-respect d'une mise en demeure de soumettre à l'acceptation du conducteur d'opération un sous-traitant non déclaré : pénalité de 500 euros par jour calendaire à compter de l'échéance de la mise en demeure jusqu'au dépôt du dossier de demande d'acceptation ;

- ≡ Réfections effectuées dans le cadre des décisions de réception avec réfaction à l'issue des vérifications effectuées sur les documents remis par le titulaire.
- ≡ Réfections liées à l'exécution de prestations du marché que le maître d'ouvrage serait conduit, après mise en demeure non suivie d'effet, à réaliser ou faire réaliser aux frais du titulaire.
- ≡ Réfections correspondant à des prestations prévues au marché et que le titulaire n'aurait pas effectuées, en application du principe du règlement selon service fait.

En cas d'absence aux réunions de la commission de sécurité, le titulaire subira une pénalité de 2.000 €.

Le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

## CHAPITRE 11 - Vérification et réception

### 11.1 MODALITES D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS

Aucune stipulation particulière.

### 11.2 CONDITIONS DE VERIFICATION ET DE RECEPTION DES ELEMENTS DE MISSION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au maître d'ouvrage de contrôler notamment que le titulaire :

- ≡ a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- ≡ a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le maître d'ouvrage sur les livraisons réalisées au titre du marché.

#### 11.2.1 Réception

Le maître d'ouvrage prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.

En cas de réception tacite, la date d'effet est l'expiration du délai de 2 mois.

#### 11.2.2 Ajournement

Le maître d'ouvrage, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au maître d'ouvrage, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le maître d'ouvrage a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du maître d'ouvrage au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le maître d'ouvrage dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, ces fournitures peuvent être évacuées ou détruites par le maître d'ouvrage, aux frais du titulaire.

#### 11.2.3 Réfaction

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à

l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le maître d'ouvrage dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### 11.2.4 Rejet

Lorsque le maître d'ouvrage estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le maître d'ouvrage, aux frais du titulaire.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par le maître d'ouvrage, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, le maître d'ouvrage ne peut prendre une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet :

- ≡ si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le maître d'ouvrage des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- ≡ et que le maître d'ouvrage a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et a notifié sa décision au titulaire.

#### 11.2.5 Achèvement de la prestation

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

### 11.3 ACHEVEMENT DE LA PRESTATION

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 27 du C.C.A.G.-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

## CHAPITRE 12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du Maître d'Ouvrage. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

La présente clause a pour objet d'organiser la cession par le titulaire du marché de ses droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats, nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les Résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette clause les termes suivants sont entendus comme suit :

- Les « Résultats » désignent ce qui est élaboré dans le cadre du marché, c'est-à-dire tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du présent marché, tels que notamment les œuvres, les bases de données, les données et les informations, les maquettes, les plans, les études, les productions, les esquisses, les livrables, les rapports, les synthèses, les documents, les photographies, les images, les visuels, les diagnostics et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

Les « Connaissances antérieures » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit, les bases de données, les marques, les noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

- Les connaissances antérieures de l'acheteur sont tous les documents de conception et d'exécution (établis par les concepteurs et les constructeurs) sur lesquels le titulaire devra établir ses rapports et avis, conformément au cahier des charges communiquées. Cette liste pourra être actualisée en cours d'exécution du marché par l'acheteur par ordre de service.
- Les connaissances antérieures du titulaire (standards ou non) intégrées dans les Résultats ou fournies dans le cadre de l'exécution du marché devront être listées dans son offre.

Les droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats et aux Connaissances antérieures, objets du marché sont répartis entre le Titulaire du marché et l'acheteur conformément aux dispositions du Chapitre 6 du CCAG-PI en vigueur (arrêté du 30 mars 2021, publié le 1er avril 2021), devenant donc un document contractuel, précisé et amendé notamment comme suit :

#### 1 : Régime des droits cédés :

Conformément au CCAG-PI, le titulaire cède à l'acheteur, les droits listés à l'article 35 et les droits qui sont nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

En complément de ces dispositions, le titulaire autorise l'acheteur à sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats et des connaissances antérieures (standards ou non) pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

Dès lors que les Résultats comprennent un des éléments listés à l'article 35-2 (résultat identitaire, résultat promotionnel ou confidentiel), le titulaire s'engage à ne pas céder les droits afférents à ces Résultats à des tiers et s'interdit d'exploiter les résultats pour ses propres besoins.

Les droits afférents aux résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement. Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur.

L'acheteur interdit au titulaire d'utiliser et publier les résultats comprenant les connaissances antérieures mises à disposition par l'acheteur.

#### 2. Droits moraux :

L'exercice des droits patrimoniaux, objet de la cession pour les besoins découlant de l'objet du marché, doit se faire dans le respect des droits moraux de l'auteur. Dès lors que cela est techniquement possible, l'acheteur s'engage à apposer directement sur les reproductions et les représentations des œuvres de l'esprit, comprises dans les Résultats, le nom de l'auteur. À cette fin, le titulaire doit préciser à l'acheteur les mentions qu'il souhaite voir apparaître

## CHAPITRE 13 - Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 36 à 42 inclus du C.C.A.G.- Prestations Intellectuelles.

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité. De même, la décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 13 emporte résiliation du marché sans indemnité.



D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 13.1 RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnité au titre de cette résiliation.

### 13.2 DIFFICULTE D'EXECUTION DU MARCHE

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

### 13.3 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque phase d'intervention du contrôleur technique définie ci après :

- ≡ à l'issue de l'établissement de l'APS,
- ≡ à l'issue de l'établissement de l'APD,
- ≡ à l'issue de l'établissement du PRO,
- ≡ à l'issue de la consultation des entreprises.

L'arrêt de l'exécution des prestations donne lieu à la résiliation du marché sans indemnisation du titulaire.

### 13.4 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- c) Le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai d'un mois, ou de récusation de celui-ci dans un délai d'un mois ;
- d) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il n'a pas respecté les obligations légales relatives aux sous-traitants ;
- e) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance ;
- f) Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- g) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications de réalisation du contrat et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- h) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- i) L'utilisation des résultats par le pouvoir adjudicateur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- j) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- k) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts.
- l) En cas de non-renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.
- m) D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis au maître d'ouvrage.

Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

## **CHAPITRE 14 - Assurances**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **CHAPITRE 15 - Règlement des litiges**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

## **CHAPITRE 16 - Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 4.1 déroge à l'article 13.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 5.3 déroge à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 10 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles